

# Mur - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Janvier 2016

## Il y a urgence !

On en a pris pour trois mois et ça risque bien de durer ! Alors que le gouvernement Valls-Hollande s'est lancé dans une surenchère militaire (guerre en Syrie), sécuritaire (Etat d'urgence) et xénophobe (déchéance de la nationalité), il est urgent de réagir. Réagir, s'organiser, et lutter sur plusieurs fronts. Avec Murmures aux frontières, nous combattons les politiques migratoires racistes et criminelles de l'UE, et soutenons les luttes pour la liberté de circulation pour tou.te.s.

De nouveaux murs s'érigent partout à l'Est (Hongrie, Macédoine...) rendant les routes de l'exil encore plus dangereuses pour celles et ceux qui fuient les guerres, la misère et les persécutions. De nouveaux camps (qu'on appelle « hot spot » ou « centre d'accueil ») voient le jour pour ghettoïser, contrôler, trier et expulser plus facilement les indésirables.

La précarité et la violence contre celles et ceux qui sont bloqué.e.s aux frontières ne cesse d'augmenter. Passages à tabac, gazages, arrestations musclées, destructions d'habitation, enfermement, déportations...

## L'Europe pactise avec Erdogan pour réprimer les migrants et les garder à distance !

**L'Union Européenne poursuit sa lâche politique migratoire d'externalisation des frontières. En témoignent les récentes négociations avec le gouvernement turc.**

Le but : retenir les réfugié.e.s syriens présents en Turquie et les empêcher par tous les moyens de venir en Europe. Mais aussi accélérer les procédures de réadmission des migrant.e.s dits « économiques » ayant transité par la Turquie. L'UE fait pression pour que la Turquie accepte la création d'un « hot-spot » sur son sol et prévoit des opérations conjointes entre les gardes-frontières grecs et turcs, coordonnées par l'agence Frontex. Cela aura pour effet d'augmenter les risques pris par les migrant.e.s pour passer vers l'UE.

Il est certain que l'UE n'a pas de leçon de morale à donner en matière d'atteintes faites aux personnes mi-

grantes. Mais cet accord lui permet de se dédouaner de tous les manquements aux droits fondamentaux de la part du pouvoir turc qu'elle juge elle-même autoritaire et répressif quand ça l'arrange. Et en récompense de ces « services rendus » et sous réserve de résultats, l'UE promet à la Turquie une aide financière de 3 milliards d'euros, la possibilité pour les turcs de voyager sans visa dans l'espace Schengen et l'accélération du processus d'admission de la Turquie à l'UE.

**Cet accord hypocrite et indigne pour les migrants pénalise aussi les mouvements d'opposition et de résistance au gouvernement en Turquie qui se retrouvent encore plus menacés par le soutien de l'UE à Erdogan.**



Il y a urgence à faire cesser cette guerre contre les migrant.e.s qui ne dit pas son nom. Il y a urgence à cesser l'amalgame insupportable entre réfugié.e.s, criminel.le.s et terroristes. Il y a urgence à accueillir dignement les exilé.e.s et à régulariser tous les sans-papiers.

**La solidarité avec tou.te.s les migrant.e.s est notre urgence !**

## BRÈVES

### Militant.e.s acquitté.e.s

Le 14 décembre dernier, à Boulogne et à Nice, 2 activistes du réseau No Border accusés d'incitation aux émeutes, passaient en procès. Ces fausses accusations qui visaient en réalité des actes de solidarité avec les migrant.e.s bloqué.e.s à la frontière, à Ventimille et à Calais, ont heureusement été récusées. C'est une petite victoire juridique, mais une victoire importante contre la criminalisation de la solidarité.

### Le préfet expulse

Cet hiver en Isère, au moins 2400 personnes sont à la rue. Pourtant, les autorités ne prévoient que 325 places d'hébergement d'urgence. Et dans le même temps le préfet veut expulser des campements, déclarant qu'il en expulsera les habitant.e.s "jusqu'à ce qu'ils rentrent dans leur pays".

# Mur - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Janvier 2016

## Dublin : la machine à expulser continue !

Pour gérer l'asile, les États de l'espace Schengen se sont dotés d'un mécanisme injuste et inefficace : le règlement Dublin. La création des Hotspots court-circuite ce système sans le supprimer, produisant confusion et souffrance.

Lyon, 29 octobre 2015. Un juge des libertés et de la détention explique à un couple afghan avec un jeune enfant de trois ans, retenus en zone d'attente à l'aéroport depuis plus d'une semaine, qu'ils vont être expulsés au Monténégro, où ils ont été contrôlés lorsqu'ils ont pris l'avion pour la France. Le père ne comprend pas pourquoi le Monténégro, où il n'a jamais mis les pieds en-dehors de l'aéroport. Le juge explique alors « on n'est pas une agence de voyage ici monsieur, quand on veut voyager, on a des papiers ». Le père rappelle qu'il a fui son pays pour demander refuge et que l'enfant devrait être à l'école plutôt qu'en rétention. Les policiers de la PAF rient et lèvent les yeux au ciel.

### Attendre que Dublin meure de sa belle mort ne suffit pas !

« Dublin » est un règlement européen qui s'impose à tous les États de l'espace Schengen et prévoit que la demande d'asile soit déposée dans le premier État européen traversé. Si

une personne dépose une demande d'asile dans un autre État, il doit être ré-admis dans le premier pays où son passage a été enregistré.

Si les renvois ne sont pas toujours effectifs et dans certains cas les demandeur·se·s d'asile restent finalement dans le pays de leur choix, ils/elles sont pénalisé·e·s d'un délai de 6 mois minimum avant de pouvoir déposer leur demande d'asile et accéder à l'hébergement.

Si certains affirment que Dublin II n'est plus effectif (avec la création de hotspots), en réalité, les préfectures continuent de l'appliquer :



d'après l'OFPPA les demandes d'asile en procédure « Dublin » ont augmenté de 27 % entre 2013 et 2014.

**Le règlement Dublin doit être supprimé pour que le libre choix du pays de demande d'asile soit laissé aux migrant·e·s. À l'heure où les sociologues parlent d'une société de la mobilité, les politiques de libre-circulation, les entreprises de distances réduites, choisir le pays dans lequel nous voulons vivre reste un privilège des riches.**

## BRÈVES

### Fin de l'aide d'urgence

En Isère, les personnes sans ressources avec des enfants scolarisés pouvaient bénéficier jusqu'ici de l'aide d'urgence, une aide dérisoire mais nécessaire à leur survie. Le conseil général a déclaré qu'il la supprimait à partir de décembre.

### La France condamnée

La contrôleuse générale des lieux de privations de liberté a condamné le fait que la France envoie massivement des personnes de Calais en centre de rétention pour les "éloigner" de la frontière britannique. Elle dénonce une "utilisation détournée de la procédure", qui "entraîne des atteintes graves aux droits fondamentaux des personnes".

## AGENDA

Le 6 février 2014, au moins 15 personnes ont été tuées par la Garde Civile espagnole, tandis qu'environ 500 migrants tentaient de traverser les clôtures de Ceuta. Pour que cessent les violences d'Etat contre les migrant·e·s, un appel à la mobilisation et des actions décentralisées est lancé pour le 6 février 2016.

Organisée par des collectifs de migrant·e·s en lutte, une conférence Internationale des Réfugiés et Migrant·e·s se tiendra du 26 au 28 février 2016 à Hambourg. Le but est d'analyser la situation en Europe et de s'organiser en réseau.

Ce journal mural est un apériodique réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre à l'encontre des personnes exilées, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières ne sont pas des lignes, elles sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilées. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.